

Avant même son intronisation officielle du 16 mai, Sarkozy, sûr de compter sur leur coopération active, a reçu les dirigeants des principaux syndicats dans le cadre d'une grande « concertation » préparatoire à ses contre-réformes. Seule la FSU n'a pas été reçue, mais elle a cru bon de s'en plaindre amèrement... Les déclarations des dirigeants syndicaux à la sortie de ces entrevues ont vraiment de quoi inquiéter les travailleurs, légitimement alarmés par les mesures anti-sociales et anti-démocratiques que Sarkozy n'a cessé d'annoncer durant toute la campagne électorale (mise en cause du droit de grève, contrat de travail unique, attaques aggravées contre les retraites, la sécurité sociale, contre l'école publique et l'Université, répression accrue contre les sans-papiers et contre tous ceux qui combattent sa politique...).

Sans parler de la CFDT ou de l'UNSA, syndicats depuis longtemps acquis à une collaboration de classe ouverte, comment comprendre qu'un Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, puisse déclarer benoîtement avoir reçu l'assurance qu'« *il n'y aurait pas de mesure unilatérale prise dans les prochaines semaines* » (*Le Monde* du 16 mai) ? Comment comprendre qu'il convienne que la question du service minimum et du droit de grève n'est pas à traiter « *au niveau interprofessionnel* », alors qu'un responsable syndical digne de ce nom devrait déclarer clairement son refus de toute mise en cause du droit de grève, quelles que soient les branches concernées ou les modalités envisagées ? Comment accepter qu'il ose affirmer que « *l'exigence de démocratie sociale ne vise pas à s'opposer à la légitimité politique* » (*Le Monde* du 11 mai), ce qui revient à nier la nécessité de la lutte de classe ouvrière ?

De même, comment comprendre que Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, au nom d'une conception toute formelle de la démocratie et de l'indépendance syndicale, mette en avant « *le respect du suffrage universel* » pour affirmer lui aussi que l'ouverture prétendument manifestée par Sarkozy devra être jugée sur les actes et en fonction de l'application de la loi dite « de modernisation sociale » — loi votée par l'UMP en février 2007, arme de guerre contre un véritable syndicalisme de lutte de classe ? **Comme si Sarkozy, dans ses nombreuses fonctions ministérielles passées et toutes récentes n'avaient montré par des actes justement quel était le fond de sa politique de régression sociale et de répression !**

Une preuve de la duplicité de ce nouveau gouvernement de guerre contre les salariés et la jeunesse a été administrée par exemple le 23 mai par le Premier ministre François Fillon : en annonçant brutalement qu'une loi sur l'Université allait être votée au mois de juillet, celui-ci a opposé indirectement une fin de non-recevoir à la demande d'entrevue et de concertation que les dirigeants du SNESup-FSU, vexés de ne pas avoir été de la « fête » consensuelle organisée le 11 mai, avaient adressée à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche...

Bref, au lieu de préparer les travailleurs à la lutte, les directions bureaucratiques des principales organisations syndicales tentent une fois de plus de nous entraîner dans la voie sans issue du « syndicalisme rassemblé », celui des « diagnostics partagés » et des concertations avec un patronat et un gouvernement de choc. Elles agissent ainsi conformément aux orientations désastreuses de la CES et de la CSI, dont sont membres la CFDT, FO et la CGT et auxquelles la direction de la FSU tente de convaincre les militants d'adhérer.

Face à cela, le CILCA appelle tous les militants attachés au syndicalisme véritable à se concerter et à agir dans l'unité pour que les travailleurs actifs, retraités, privés d'emploi, les sans-papiers, les jeunes, s'organisent pour préparer sans attendre les luttes de demain. Pour être victorieuses, celles-ci devront nécessairement se dérouler sous les formes qui ont toujours fait la force des travailleurs (assemblées générales, comités de lutte, grèves, occupations...) et sont seules capables de contraindre les directions syndicales à engager dans l'unité la nécessaire riposte massive contre les attaques présentes et à venir.

C'est dans cet esprit que le CILCA appelle les jeunes et les salariés à participer à la

Manifestation SAMEDI 2 JUIN à 14 h 30, Paris, Place Blanche, métro Blanche

Cette manifestation, décidée par l'Assemblée générale parisienne qui s'est tenue après la manifestation le 16 mai est appelée entre autres par la Fédération Syndicale Étudiante (FSE) et par Émancipation, tendance intersyndicale de l'Éducation. Il s'agit de s'opposer au programme de réaction sociale de Sarkozy sur les mots d'ordre suivants :

- **Non à la mise en cause du droit de grève !**
- **Non au contrat de travail unique qui généraliserait la précarité !**
- **Non à la privatisation de l'éducation et les « pôles d'excellence » !**
- **Non à l'élévation de la productivité, pour les 300 euros pour tous !**
- **Non aux expulsions de sans-papiers, pour la régularisation de tous !**
- **Non à la répression des jeunes qui se mobilisent, pour l'amnistie de tous !**